



..... SNCF Paris Saint-Lazare

5 avril 2024

Quand le gouvernement crie haro sur les chômeurs

Sous prétexte de déficit de l'État, suite à la multiplication des subventions au patronat et au gonflement du budget militaire, Gabriel Attal vient d'annoncer la guerre aux chômeurs. Au programme : réduction de la durée d'indemnisation du chômage, allongement de la durée de la période travaillée pour avoir droit aux allocations, baisse du montant de celles-ci. Attal confond volontairement le budget de l'État et celui de la Sécurité sociale ! Mais son seul but est une nouvelle attaque contre les plus précaires d'entre nous, en espérant qu'il leur sera plus difficile de réagir. **En attaquant les plus précaires, le gouvernement cherche à faire pression sur tous les travailleurs et travailleuses, avec ou sans emploi, pour augmenter toujours plus leur exploitation.**

Le projet est de réduire de 18 à 12 mois la durée de l'indemnisation ; elle avait déjà été réduite de 24 mois à 18 en février 2023. S'y ajouterait l'augmentation du nombre de mois travaillés pour ouvrir droit à une allocation : il avait déjà été porté à six mois de travail sur deux ans, il s'agirait d'en demander huit. Le montant des allocations serait diminué, en changeant son mode de calcul et les rendant fortement dégressives : avec les réformes précédentes elles ont déjà baissé en moyenne de 16 % (et jusqu'à 50 % pour une partie des chômeurs). Et seuls 36 % des demandeurs d'emplois inscrits touchent une allocation.

Car on en est déjà à la troisième réforme sous Emmanuel Macron. Lors de la dernière, de février 2023, Macron avait annoncé que si on réduisait les allocations chômage c'était parce qu'il y avait plus d'offres d'embauche, que les chômeurs n'avaient qu'à accepter, mais qu'on pourrait assouplir les règles si le taux de chômage augmentait. Aujourd'hui il dit le contraire : c'est parce que le chômage augmente qu'il faut obliger les chômeurs à travailler pour une bouchée de pain. On a bien déjà imposé au bénéficiaire du RSA des heures de boulot quasi gratuit. C'est déjà à 6,7 milliards par an que sont chiffrées les économies que les réformes précédentes permettent. Et on en voudrait plus. **Sur le dos des chômeurs et sur le dos des salariés tout court, puisqu'il s'agit de faire accepter n'importe quel travail à n'importe quel prix.** Et c'est aussi aux malades que le gouvernement veut s'en prendre en parlant d'augmenter le nombre de jours de carence en début d'arrêt maladie.

Car cette réforme de l'assurance chômage s'inscrit dans **la guerre sociale que mène le gouvernement** : c'est aussi sur les budgets de l'école et des hôpitaux que Bruno Le Maire a annoncé qu'il entendait récupérer les 10 ou 18 milliards qui lui manqueraient. Déjà c'est dans les réserves que lui fournissent les livrets de caisse d'épargne (les économies mises de côté par les petites gens), jusque-là en grande partie destinées à financer la construction de logements sociaux, qu'on va puiser pour financer les faramineuses commandes aux marchands de canon. Une annonce d'autant plus révoltante que cette semaine, avec la fin de la trêve hivernale, vont reprendre les expulsions des locataires qui n'ont pas pu payer leur loyer, qu'il y a 330 000 sans-abris, 2,4 millions de demandes de HLM en attente.

Pour leur faire ravalier ces projets, il faudra s'y mettre toutes et tous ensemble. Dans différents secteurs, les réactions se multiplient comme les enseignants en lutte contre ce « choc des savoirs » qui veut organiser le tri social des élèves et aggraver les conditions d'enseignement dans les collèges et lycées des quartiers populaires. Mais aussi dans d'autres secteurs sur les salaires, comme les débrayages vendredi dernier de plus de 3 000 salariés dans quelque 150 grandes surfaces Auchan, applaudis par les clients qui les voyaient défiler avec pancartes dans les allées. Des réactions pour l'instant en ordre dispersé, mais qui ne demandent qu'à devenir mouvement d'ensemble pour mettre un coup d'arrêt à cette offensive générale du patronat et du gouvernement contre nous.

.....
Ce bulletin t'a plu ? Fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants :



Désignés volontaires...

Pour qu'on soit suffisamment nombreux à travailler cet été pendant les JO, la SNCF se faisait fort de convaincre plutôt que de contraindre. Mais à trois mois de l'échéance, les agents de services entiers n'ont aucune visibilité sur leurs congés : les chefs ont « retenu » les demandes en attendant d'avoir des consignes. D'autres chefs inventent des règles en disant que le délai pour poser des congés sur la période des JO est dépassé et que c'est mort.

En haut, un air de flûte. En bas, le bâton.

Parole d'honneur

Les chefs du pôle ordonnancement avaient annoncé en décembre une prime aux vues des difficultés causées par l'arrivée du logiciel ORION. La direction clame maintenant que cette prime n'a jamais été actée et qu'elle ne serait donc pas versée. Par contre elle promet aux GM de nouvelles dégradations, notamment sur le roulement 3x8. Pour ce genre de promesses, on peut pour une fois lui faire confiance !

Pressions sur les indemnités chômage = pressions sur les salaires

En voulant s'en prendre une nouvelle fois aux droits des chômeurs, le gouvernement appuie les patrons pour ne pas augmenter les salaires. Fournir une main d'œuvre contrainte d'accepter du travail quelles que soient les conditions, le patronat dit merci !

Pour nous c'est une nouvelle preuve que quand une partie de notre camp social est attaqué, c'est en réalité tout le monde du travail qui est attaqué.

Licenciée pour 1€...

À la gare de Paris-Montparnasse, une femme de ménage a été licenciée pour faute grave. La faute en question ? Avoir ramassé une pièce d'un euro sur le comptoir, laissée sans doute par un client inattentif voire peut-être comme un pourboire. 2theloo, son employeur, justifie ce renvoi sans indemnités en accusant de vol cette mère de deux enfants payée au SMIC : le comble du cynisme, quand on sait que le dernier chiffre d'affaires connu de l'entreprise est estimé à plusieurs millions d'euros ! Ce ne sont pourtant pas eux - les dirigeants de cette multinationale juteuse en charge de « boutiques-toilettes » dans 43 gares grâce à une concession garantie par la SNCF jusqu'en 2026 - qui nettoient et désinfectent chaque jour les toilettes des gares. Aux chiottes, ces patrons voleurs !

Soutien à Marion : on ne lâche rien !

Mercredi 17 avril, un nouveau rassemblement se tiendra devant la gare de Strasbourg en soutien à Marion, cheminote militante à Sud Rail et menacée de licenciement après avoir... dénoncé le harcèlement sexuel qu'elle subissait à la SNCF : le monde à l'envers !

Un logement pour tous : le minimum vital

140 000 personnes sont menacées d'expulsion en ce début de mois d'avril, qui sonne la fin de la trêve hivernale. Et parce qu'il ne suffit pas au gouvernement de mettre les travailleurs pauvres à la rue, depuis la loi anti-squatteur de 2023, ils sont punis pour infraction à hauteur de 7500 euros ! Une facette particulièrement criminelle de la guerre aux pauvres menée par le gouvernement.

La ficelle est grosse !

En 2022, devant le scandale légitime provoqué par les profits fabuleux des groupes énergétiques en pleine inflation, Bruno Le Maire avait fini par mettre en place, avec réticence, une taxe sur les surprofits dans ces secteurs. Elle devait ramener 12,3 milliards d'euros en deux ans dans les caisses de l'État. À l'arrivée, elle a rapporté 600 millions, soit 20 fois moins. Une erreur de calcul ? Nullement. Le Maire s'est contenté au cours des mois d'exonérer de cette taxe, totalement ou partiellement, les producteurs d'énergies fossiles puis les barrages hydrauliques. Enfin il a autorisé EDF à déduire de la taxe une partie de ses dettes. Au total, l'électricien a donc versé 51 millions d'euros, moins de 1 % de la somme initialement prévue. Voilà comment cette surtaxe a finalement été enterrée, pour le plus grand bonheur des patrons énergéticiens, publics et privés.

Pour un monde sans frontières ni patrons, urgence révolution !

Le NPA sera présent aux élections européennes. À l'heure où les bruits de bottes s'amplifient, où les attaques se multiplient contre les travailleurs et où les frontières font des milliers de morts en Méditerranée, il est indispensable que se fasse entendre une voix internationaliste, de construire l'union des travailleurs au-delà des frontières nationales. Notre liste sera composée de travailleurs et de travailleuses, d'étudiants et de jeunes salariés. Elle sera le porte-voix des colères et des luttes des exploités et des opprimés au sein d'un continent où l'immense majorité de la population survit avec des salaires, des pensions et des indemnités minés par l'inflation, alors que les grands groupes capitalistes se gavent, notamment ceux qui transforment le sang des peuples en milliards de profits. Elle défendra la nécessité de l'union dans la lutte de tous les travailleurs et travailleuses du continent pour arracher les moyens de vivre dignement, son opposition à cette Europe « forteresse », hérissée de murs et de barbelés contre les hommes et les femmes des autres continents, qui ne demandent qu'à venir ici pour y être nos camarades de travail dans les chantiers, les bureaux ou les usines.

Nos têtes de liste sont des travailleurs : Selma Labib, 28 ans, conductrice de bus, Gaël Quirante, 48 ans, postier.

.....
Ce bulletin t'a plu ? Fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants :



<https://nouveupartianticapitaliste.fr/>



@npanouveupartianticapitaliste



@NPA_NouvParAnti